



mars 2011

# Soutien à la lutte des salariés d'ADOMA (ex-SONACOTRA)

**Les salariés du siège national d'ADOMA (ex-sonacotra), situé dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement, ont débrayé le 14 février 2011.**

Leur lutte est pleinement justifiée. Les menaces sur leurs emplois et leurs conditions de travail sont **directement à mettre en lien avec l'attaque contre une catégorie du logement social, les foyers pour travailleurs, notamment immigrés.**

Le nom « ADOMA », choisi pour ses sonorités (!), a remplacé en 2007 celui de la SONACOTRA identifié aux résidences pour travailleurs étrangers. Le changement de nom n'était pas gratuit. Il coïncide avec la volonté d'infléchir les missions de la Société d'économie mixte vers une logique de rentabilité financière.

Depuis ce moment, le gouvernement organise la montée en puissance dans le capital et dans la gestion d'ADOMA de la Société nationale immobilière (SNI), filiale de droit privé de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

On sait comment d'autres filiales de la CDC, constituées pourtant avec de l'argent public, ont été scandaleusement privatisées: Ixis (Natixis dans la finance), Dexia (ex Crédit local) ou bien ICADE qui vend le parc de logements sociaux non conventionnés de la CDC pour se constituer en promoteur immobilier et qui vient d'être introduit en bourse.

**Depuis des années, les immeubles de la SONACOTRA (70.000 logements au total) se dégradent.** Le manque de logements d'urgence est si criant dans les villes où prolifèrent les marchands de sommeil que les foyers sont surpeuplés. Les gouvernements successifs n'ont jamais accordé de crédits suffisants pour répondre aux besoins croissants et même entretenir le patrimoine.

**Cette situation dégradée sert de prétexte à l'introduction de la logique privée.** Les foyers d'Adoma sont parfois très bien situés, notamment à Paris. Il est tentant de réduire le nombre de places, de modifier les attributions pour capter un nouveau public, plus solvable, de changer la vocation des immeubles. Certaines collectivités locales sont prêtes à accompagner le processus pour des raisons inavouables. Des immeubles très bien placés pourraient être tout simplement vendus.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la lutte des salariés du siège d'ADOMA avec leur intersyndicale. Les projets de réorganisation sont avancés dans un contexte de menace sur l'emploi et les missions. On entend parler de 300 suppressions d'emploi dans le pays sur 2500. Une « période de transition » est évoquée par la direction. Au quotidien, les pressions sont de plus en plus fortes et insupportables pour les agents.

**Nous apportons notre soutien total aux salariés en lutte d'ADOMA et ferons tout pour que leur bataille soit liée à la bataille générale pour le logement social,** notamment pour le logement de certaines catégories parmi les plus exclues et précaires.

Loin de toute médiatisation politicienne.

---

**Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !**

NOM:.....Prénom:.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF ,

.../...